

Revenus des ménages

Au quatrième trimestre 2024, le revenu disponible brut (RDB) des ménages a ralenti (+0,4 % corrigé de l'effet des services d'intermédiation financière indirectement mesurés, SIFIM), après une hausse de 1,2 % au trimestre précédent (► [figure 1](#)). Les prestations sociales sont restées allantes (+1,0 % après +1,3 %), du fait de la revalorisation des retraites complémentaires. Les revenus d'activité ont progressé modérément (+0,4 % après +0,5 %) : l'emploi s'est replié et la dynamique salariale est restée contenue, l'effet de la revalorisation anticipée du Smic au 1^{er} novembre étant compensé par de moindres versements de primes de partage de la valeur ajoutée en fin d'année (► [fiche Salaires](#)). Les revenus des propriétaires immobiliers ont fléchi ponctuellement au dernier trimestre du fait de la nouvelle revalorisation de la taxe foncière. Les revenus des placements financiers ont quant à eux gardé un rythme modéré, la baisse des intérêts reçus sur les produits de taux étant compensée par le dynamisme des rémunérations de l'assurance-vie. Les prélèvements sociaux et fiscaux ont rebondi en fin d'année, après avoir beaucoup reculé à l'été : sur l'ensemble du second semestre, l'impôt sur le revenu payé par les ménages a diminué. Enfin, le prix de la consommation des ménages a progressé de 0,2 % en fin d'année hors effet des SIFIM, comme au trimestre précédent. Ainsi, le pouvoir d'achat du RDB des ménages a ralenti en fin d'année (+0,2 % après +1,0 % au troisième trimestre).

Sur l'ensemble de l'année 2024, le pouvoir d'achat global a augmenté bien davantage (+2,5 %) que la croissance du PIB (+1,1 %), et le pouvoir d'achat par unité de consommation (UC) s'est redressé (+1,9 % après +0,3 % en 2023) dans un contexte de désinflation (► [figure 2](#)). En termes réels, les prestations sociales en espèces ont fortement augmenté en 2024, du fait de leur indexation avec retard sur l'inflation passée, notamment la revalorisation des retraites de base de 5,3 % au début de l'année.

Au premier trimestre 2025, le RDB des ménages hors effet des SIFIM progresserait au même rythme qu'en fin d'année 2024 (+0,4 %). Les revenus d'activité continueraient d'augmenter modérément : l'emploi se replierait mais les salaires augmenteraient un peu. En outre, les revenus des entrepreneurs individuels seraient dynamiques, portés par la hausse des tarifs de consultations des médecins généralistes effective fin décembre 2024. Les prestations sociales augmenteraient de nouveau plus vite que les revenus d'activité du fait de l'indexation des retraites de base sur l'inflation passée (+2,2 % au 1^{er} janvier 2025). Les revenus des propriétaires immobiliers rebondiraient mécaniquement en début d'année. Les revenus des placements financiers se replieraient franchement : les produits de taux répercuteraient rapidement la baisse du taux directeur de la BCE, à l'image de la baisse du taux du livret A en février, tandis que les intérêts versés par les ménages continueraient de progresser, car le taux moyen sur le stock de crédit immobilier est plus inerte. Les versements de dividendes ralentiraient en raison de résultats financiers moins favorables en 2024 et du

► 1. Composantes du revenu disponible brut des ménages

(variations en %)

	Variations trimestrielles									Variations annuelles			
	2023				2024				2025		2023	2024	2025 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Revenu disponible brut (100,0 %)	1,4	1,5	1,4	1,6	1,2	0,5	1,1	0,1	0,2	0,1	8,0	4,5	1,0
<i>Revenu disponible brut hors SIFIM (98,8 %)</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,9</i>	<i>1,2</i>	<i>0,4</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>6,1</i>	<i>4,6</i>	<i>1,6</i>
Revenus d'activité (69,1 %)	1,0	0,7	0,9	1,4	0,5	0,8	0,5	0,4	0,4	0,3	5,2	3,2	1,4
<i>dont : Masse salariale brute (61,8 %)</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,9</i>	<i>1,5</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,5</i>	<i>0,4</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>5,3</i>	<i>3,4</i>	<i>1,4</i>
<i>dont : EBE des entrepreneurs individuels* (7,3 %)</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,5</i>	<i>0,0</i>	<i>1,0</i>	<i>-0,1</i>	<i>4,6</i>	<i>1,3</i>	<i>1,2</i>
Prestations sociales en espèces (33,5 %)	0,9	0,5	0,9	1,3	2,7	1,0	1,3	1,0	1,1	0,6	4,7	6,1	3,2
Revenus du patrimoine, dont EBE des ménages purs (22,9 %)	5,6	4,8	2,6	1,0	2,0	-1,0	0,2	-1,3	0,2	-0,6	17,1	4,2	-1,4
<i>Revenus du patrimoine hors SIFIM (20,7 %)</i>	<i>3,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>2,5</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>-0,3</i>	<i>1,0</i>	<i>0,1</i>	<i>8,4</i>	<i>4,7</i>	<i>1,4</i>
<i>dont : Revenus de la propriété hors SIFIM (7,1 %)</i>	<i>8,3</i>	<i>5,3</i>	<i>2,9</i>	<i>1,9</i>	<i>2,0</i>	<i>0,8</i>	<i>0,8</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,7</i>	<i>-1,5</i>	<i>23,6</i>	<i>7,5</i>	<i>-1,4</i>
<i>dont : EBE des ménages purs hors SIFIM (13,6 %)</i>	<i>0,8</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,7</i>	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,5</i>	<i>1,0</i>	<i>1,9</i>	<i>3,2</i>	<i>2,9</i>
Prélèvements sociaux et fiscaux (-24,6 %)	3,1	0,8	0,4	0,3	2,0	0,7	-0,9	0,8	2,0	0,8	3,6	2,9	2,9
Prix de la consommation des ménages**	2,4	1,8	1,1	0,5	0,7	-0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	7,1	2,0	0,1
<i>Prix de la consommation des ménages hors SIFIM</i>	<i>1,7</i>	<i>1,0</i>	<i>0,7</i>	<i>0,3</i>	<i>0,8</i>	<i>0,5</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>4,8</i>	<i>2,1</i>	<i>0,8</i>
Pouvoir d'achat du RDB	-0,9	-0,3	0,3	1,1	0,6	0,6	1,0	0,2	0,1	0,1	0,9	2,5	0,9
Pouvoir d'achat par unité de consommation	-1,1	-0,4	0,2	1,0	0,4	0,4	0,9	0,0	0,0	-0,1	0,3	1,9	0,5

■ Prévisions.

* l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

** la dynamique du prix de la consommation des ménages depuis 2023 diffère fortement de celle de l'indice des prix à la consommation (IPC) du fait de l'effet comptable des variations des taux interbancaires.

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2023.

Lecture : le pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages a augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre 2024.

Source : Insee.

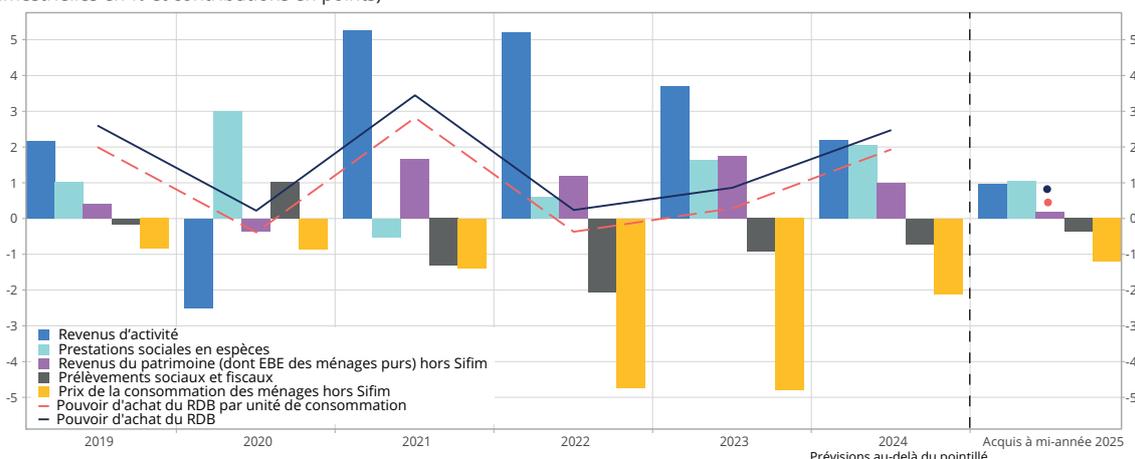
fait de la hausse ponctuelle de l'impôt sur les sociétés décidée pour 2025 (► **éclairage** sur les effets de la consolidation budgétaire 2025 sur la croissance). Enfin, les prélèvements sociaux et fiscaux seraient dynamiques. En particulier, l'impôt sur le revenu se redresserait, après avoir été entravé au second semestre 2024 par les régularisations liées à l'indexation du barème sur les prix. Comme le prix de la consommation des ménages progresserait de 0,3 % hors effet des SIFIM, le pouvoir d'achat du RDB augmenterait très modestement en début d'année (+0,1 %).

Au deuxième trimestre 2025, le RDB des ménages ralentirait (+0,2 % corrigé de l'effet des SIFIM). Les revenus d'activité progressaient de nouveau faiblement du fait de la contraction de l'emploi et de la modération salariale. En outre, les revenus des indépendants ne bénéficieraient plus du soutien ponctuel apporté en début d'année par la revalorisation des médecins. Les revenus du patrimoine financier continueraient de se replier, en ligne avec les nouvelles baisses attendues du taux directeur de la BCE, tandis que les revenus des propriétaires retrouveraient un rythme plus tendanciel. Les prestations sociales ralentiraient en raison de la baisse du plafond des indemnités journalières et de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention d'assurance chômage (► **éclairage** sur les effets de la consolidation budgétaire 2025 sur la croissance). Enfin, les prélèvements sociaux et fiscaux retrouveraient un rythme plus tendanciel. Comme le prix de la consommation des ménages progresserait de 0,2 % hors effet des SIFIM, le pouvoir d'achat du RDB serait quasi stable au printemps 2025 (+0,1 %).

Pour 2025, l'acquis d'évolution du pouvoir d'achat à mi-année (soit l'évolution annuelle prévue si le pouvoir d'achat restait stable au second semestre) est plus élevé (+0,9 %, soit +0,5 % par unité de consommation) que l'acquis de croissance du PIB (+0,4 %), en particulier grâce au dynamisme des prestations en termes réels, notamment des retraites. Cet acquis de pouvoir d'achat pour 2025 est essentiellement acquis dès la fin d'année 2024, puisque le pouvoir d'achat du RDB ne progresserait que faiblement au premier semestre 2025 (► **figure 3**). ●

► 2. Variations annuelles du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) hors effet SIFIM des ménages et principales contributions aux variations du RDB hors SIFIM

(variations trimestrielles en % et contributions en points)

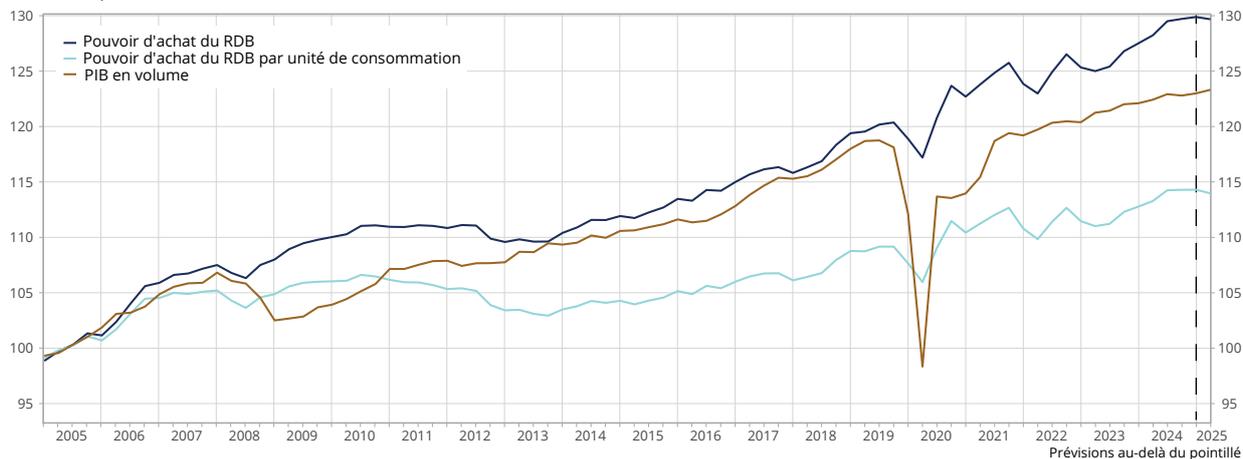


Lecture : le pouvoir d'achat du RDB a augmenté de 2,5 % en 2024. Les prestations sociales ont contribué pour +2,1 points à la hausse du RDB des ménages hors effet SIFIM.

Source : Insee.

► 3. Évolution depuis 2005 du pouvoir d'achat du revenu disponible brut (RDB) des ménages et du PIB

(base 100 en 2005)



Dernier point : deuxième trimestre 2025 (prévision à partir du premier trimestre 2025).

Source : Insee.